

Relations avec l'Union européenne: le peuple tranchera

INCIDENCES

pkenel@pplex.ch



FRANÇOIS NORDMANN
ANCIEN DIPLOMATE, CHRONIQUEUR

Le Conseil fédéral a confirmé qu'il irait jusqu'au bout dans sa volonté de négocier un nouvel arrangement avec l'Union européenne. La Conférence des cantons a déclaré le 24 mars dernier que, pour sa part, elle était satisfaite des assurances reçues de l'UE pour ce qui est de l'accès aux prestations sociales des citoyens européens établis en Suisse – en majorité des travailleurs. Elle était également rassurée sur la question des aides d'Etat dans la pratique de l'UE. Les cantons sont en première ligne pour mesurer les délocalisations d'entreprises qu'entraîne l'absence d'accord avec cette dernière. Les cantons universitaires sont touchés de plein fouet par la difficile situation des chercheurs suisses privés de la pleine coopération avec le programme Horizon Europe. Cinq jours plus tard, le Conseil fédéral déclarait qu'il pouvait envisager d'ouvrir des négociations avec l'UE. Il comptait d'abord se prononcer sur les paramètres d'un mandat de négociation, en attendant de pouvoir évaluer le résultat des pourparlers exploratoires qu'il avait engagés avec la Commission européenne. Conscient des points de blocage dans l'opinion publique, il chargeait le Département de l'économie d'entamer des discussions avec les partenaires sociaux et les cantons.

Pour ce qui est de la protection des salaires, s'agissant notamment des travailleurs détachés, l'UE a fait des concessions en acceptant que le contrôle des chantiers puisse être assuré comme maintenant par les partenaires sociaux – et non pas seulement par l'Etat. De plus, si de nouvelles règles européennes provoquaient une détérioration du marché du travail, elles ne seraient pas applicables en Suisse. Mais pour l'Union syndicale, ces assouplissements sont encore insuffisants, et le Conseil fédéral voudrait trouver des mesures compensatoires. C'est un sujet délicat: l'UE a toujours considéré que certaines des mesures d'accompagnement actuellement en vigueur sont contraires à la libre circulation des personnes et introduisaient un facteur d'insécurité pour les opérateurs du marché intérieur... Ce thème donnera lieu à un débat organisé par le comité Suisse-UE et la Chambre de commerce vaudoise mardi soir à Lausanne.

Huit mois plus tard, les pourparlers exploratoires sont terminés, aux yeux de notre exécutif fédéral. Après avoir accepté l'été dernier les paramètres du mandat de négociation, il va se prononcer à mi-décembre sur le mandat proprement dit et l'envoyer en consultation. Avant le printemps 2024, il l'adoptera définitivement et les négociations pourront alors démarrer. L'accord institutionnel reste le modèle dont s'inspirent les responsables européens, que les diplomates suisses ne sont pas parvenus à écarter. Cependant l'état d'esprit a évolué depuis la fin abrupte des précédentes négociations le 26 mai 2021. Un accord apparaît maintenant comme «indispensable» au Conseil fédéral.

L'érosion des accords bilatéraux du fait de la non-reconduction de la reconnaissance mutuelle de la conformité des produits n'est pas sans conséquences économiques et alerte les politiques. Certes, la coalition des trois partis – libéral-radical, Centre et socialiste –, qui ont traditionnellement porté la politique européenne de notre pays depuis plus de vingt ans, ne s'est pas reconstituée. En ce sens, les eurosceptiques ont beau jeu de dire que «nous n'avons toujours pas de majorité dans le peuple» en dépit de sondages plus ou moins favorables ici ou là. Il y a deux ans et demi, cette constatation avait conduit le Conseil fédéral à saborder la précédente négociation. Aujourd'hui, elle ne le retient plus. Il ne saurait infliger le même camouflet deux fois de suite à ses partenaires européens et risquer d'affaiblir encore davantage la position suisse. Le dossier sera donc transmis au parlement et vraisemblablement au peuple suisse pour qu'il tranche. Ce procédé n'absout pas le Conseil fédéral de toute obligation. La manière dont il assumera publiquement sa politique européenne, la campagne qu'il préparera et conduira pèseront lourd dans le sort qui sera réservé aux nouveaux accords. ■ @pplex.ch